

La formation des enseignants critiquée

A la veille de la rentrée scolaire, le Syndicat des enseignants romands (SER) dénonce une formation «à la traîne» des enseignants. Il demande à la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP) l'organisation d'Etats généraux sur le sujet.

«En Suisse romande, il y a eu un magnifique travail d'harmonisation avec la Convention scolaire romande et le Plan d'études romand. La formation des enseignants n'a en revanche pas suivi», a expliqué Georges Pasquier, président du SER hier devant la presse à Lausanne.

Les neuf associations romandes qui composent le SER demandent, à l'instar du dossier sur les langues, un débat de fond pour les 20 ans à venir. «On interpelle la CIIP en tant qu'employeur: va-t-elle embaucher des gens mal formés pour s'occuper des 150 000 élèves romands?», a questionné M. Pasquier.

Le syndicat déplore plusieurs insuffisances. Au niveau primaire, le plafonnement du bachelor à six semestres pose problème.

La décision de limiter cette formation à trois ans oblige les Hautes écoles pédagogiques (HEP) à renoncer à former les étudiants dans certaines branches et à les «saupoudrer» de formations complémentaires.

Une durée de formation aussi brève est un anachronisme spécifiquement suisse. Il faudrait au moins une année supplémentaire. La très grande majorité des pays ont instauré des formations de quatre ans et plus, note-t-il.

On forme ainsi progressivement des semi-généralistes qui n'ont plus de vision d'ensemble, regrette le président. Ils ne maîtrisent plus l'ensemble du cursus, donc le développement global de l'élève.

Au niveau secondaire, ce n'est pas mieux. Les enseignants se voient de plus en plus fréquemment attribuer des heures pour des branches dans lesquelles ils n'ont pas été formés. Plus grave encore, il arrive que les autorités fassent appel à des personnes dépourvues de toute formation pédagogique.

Un enseignant en maths et sciences peut ainsi être sollicité pour donner des cours d'histoire, afin de combler un trou. «On est en train d'affaiblir la formation pour des questions d'économies», souligne Jean-Marc Haller.

Alors que la considération de la profession se disloque, et que le métier se complique, les enseignants doivent répondre à de nouveaux besoins. Notamment l'intégration d'élèves en difficulté ou en situation de handicap dans les classes, et ce sans avoir reçu de formation adéquate.

Entre la proposition de l'UDC de former les enseignants avec un simple apprentissage, l'engagement de n'importe qui pour faire face à des pénuries, la menace d'une réduction d'une année de la formation genevoise, la société du XXI^e siècle a du souci à se faire sur la qualité de ses enseignants, estime le syndicat. Le SER demande donc une formation initiale de haut niveau et un vrai statut de généraliste pour les deux premiers cycles. ATS